

ONG dans les discussions commerciales était une réponse à l'élargissement du programme commercial. Les gouvernements s'étaient déjà organisés sur le plan international, tout comme les milieux d'affaires, et les ONG leur ont emboîté le pas.

Le point de vue des conservateurs (au sens général du terme) était que les gouvernements constituent les *seuls* acteurs légitimes en matière de gestion publique et que les autres instances ne sont que des groupes de pression. L'élargissement de l'éventail des groupes d'intérêts intervenant dans les négociations commerciales n'est qu'une diversification des groupes de pression. Ce sont les États-nations qui décident la composition de leurs délégations, et s'ils choisissent d'inviter les groupes de pression, c'est leur affaire. Cependant, la réaction des gouvernements consistant à « les inviter dans la tente »—comme on a dit que certaines délégations avaient fait en conviant les ONG à Cancún, dans le contexte de la rhétorique qui prône « la canalisation de la mondialisation »—n'a pas nécessairement eu les résultats auxquels ils s'attendaient : les ONG, a-t-on fait valoir, ont leur propre programme, et les gouvernements sont en train de perdre la bataille des relations publiques avec elles. Ainsi, ce sont les ONG qui ont mis en avant les questions de l'allègement de la dette, ainsi que du SIDA et des médicaments essentiels; et Oxfam défend maintenant la libéralisation des échanges du coton et des autres textiles. Le déplacement de l'axe général de l'OMC de la recherche de gains commerciaux vers le thème de la pauvreté est, au moins dans l'esprit du public, le résultat des efforts déployés par les ONG pour influencer l'opinion. Il n'est pas évident, pour certains analystes, que les gouvernements des pays développés comprennent bien ce fait.

On a dans le même contexte soulevé la question de la « responsabilité » des ONG. « Qui sont ces gens? », s'est-on demandé pour la forme¹⁷. Et qui représentent-ils? On a par exemple fait valoir que l'opinion des Canadiens sur le commerce international n'est pas celle que leur attribuent les ONG : les Canadiens ap-

¹⁷ Même les ONG, a-t-on fait remarquer, mettent les ONG en question. Par exemple, l'ONG Sustainability (laquelle, ce qui enlève peut-être du poids à cet argument, s'avère avoir été fondée par des gens d'affaires) met en question le rôle de ses homologues dans le domaine du commerce.